

LICENCE 2 — 2nd semestre

Droit des obligations

LES QUASI-CONTRATS

Le quasi-contrat : création d'un rapport d'obligations non volontaire.

I- GESTION D'AFFAIRES

- ❖ Art. 1301 C. civ : une personne, non obligée par un quelconque contrat va gérer « *sciemment et utilement l'affaire d'autrui* ». De cas de figure possibles :
 - Le maitre (celui qui bénéficie de la gestion) : n'en était pas informé
 - Le maitre : en était informé mais n'a pas formulé d'opposition
 - ➔ Exclusion donc de l'hypothèse où le maitre est informé et ratifie la gestion, puisque cela aurait pour conséquence de former un contrat de mandat (art.1301-3)

❖ Les conditions :

- **L'intention** du gérant de gérer l'affaire d'autrui : cf « *sciemment* ».

➔ ATTENTION : le gérant n'est pas obligé d'être complètement désintéressé ➔ on peut envisager l'hypothèse d'une gestion d'affaire commune (la gestion concerne pour partie les affaires d'autrui, et pour partie les affaires du gérant) (cf. art 1301-4 c.civ)

- La gestion d'affaire doit être **effective** : peu importe qu'il s'agisse d'actes juridiques (contrats d'entreprises, actes de disposition, actes d'administration) ou d'actes matériels (porter secours, rendre des services etc..) (art. 1301)
- La gestion ne doit pas avoir été faite en vertu d'un **contrat** / **contre la volonté du géré** / en application d'une **obligation légale**

Prépa Droit Juris'Perform

www.juris-perform.fr

6 bis bd Pasteur / 9 bis rue Saint Alexis 34000 Montpellier

Tel : 07 69 76 64 99

- La gestion doit être **utile** : cette question au moment de la réalisation et non du résultat !

❖ Les effets :

- Les obligations du **gérant** (art. 1301-1)
 - o Mener la gestion commencée à terme
 - o Apporter à la gestion les soins du « bon père de famille » (soins raisonnables)
 - o Reddition des comptes
- Les obligations du **géré, en cas de gestion effectivement utile par le gérant** (art. 1301-2)
 - o Respect des engagements contractés par le gérant dans l'intérêt du géré (obligation du géré à l'égard des tiers)
 - o Indemnisation des dommages subis à cause de la gestion
 - o Remboursement des dépenses utiles/nécessaires à l'intérêt du géré
 - o Paiement des intérêts éventuels au gérant

II- PAIEMENT DE L'INDU

- ❖ Les conditions : Art. 1302 : « *tout paiement suppose une dette ; ce qui a été reçu sans être dû est sujet à restitution* » : si une personne (l'*accipiens*) a perçu une somme d'argent d'une autre personne (le *solvens*) alors qu'aucune dette ne le justifiait, cette somme est considérée comme indue et doit être rendue – **Exclusion** néanmoins des obligations naturelles !

Deux hypothèses sont à distinguer afin de déterminer quels en seront les effets :

❖ Le paiement a été fait par erreur par :

- **Indu objectif** : la dette n'existait tout simplement pas → pas besoin de preuve de l'erreur – restitution automatique sauf si preuve qu'il s'agit en réalité d'une libéralité.
- **Indu subjectif** : la dette existait, mais le débiteur n'était pas celui qui a effectivement perçu la somme → besoin d'une preuve de l'erreur : en effet si l'erreur procède d'une faute (manque de prudence), alors la restitution peut être réduite → plus la faute est grave, plus le montant de la restitution diminue – possibilité d'absence totale de restitution – **art. 1302-3 al.2.**
 - Comment évaluer l'étendue de la restitution ? Cela va dépendre de la bonne ou mauvaise foi de l'*accipiens* (preuve à sa charge) – cf. art. 1352 s. c.civ.

N.B. : les nouvelles dispositions issues de l'ordonnance de 2016 assimilent désormais le cas de la contrainte à celui de l'erreur.

- ❖ Le paiement a été fait sciemment, sans erreur mais la dette a été annulée ou résolue : puisque cette hypothèse ne présente pas d'erreur, elle ne pose pas de difficultés particulières → retour aux règles relatives à l'annulation et à la résolution. S'agissant des règles inhérentes à la restitution : cf. **art. 1352 s. c.civ**.
- ❖ L'action en restitution est donc permise dans les hypothèses précitées (avec certaines modalités en fonction desdites hypothèses). Le *solvens* agit contre l'*accipiens* :
 - En cas de décès, l'action passe à la succession
 - Règles classiques de la preuve – charge pèse sur le demandeur (*le solvens*) – il s'agit d'un fait juridique donc preuve par tous moyens.

III- ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ (avant l'ordo. : « enrichissement sans cause »)

❖ Les conditions :

- Enrichissement et **appauvrissement corrélatif** : art. 1303 → il ne suffit pas qu'une personne se soit enrichie, il faut que ce soit « *au détriment d'autrui* ».
 - Formes de l'enrichissement : gain positif OU dépense évitée OU avantage moral (doit pouvoir être évaluable).
 - Formes de l'appauvrissement : perte OU service rendu non rémunéré (exemple du conjoint qui travaille pour l'autre sans rémunération).
- Absence de cause = **absence de justification juridique** :
 - Art. 1303-1 : pas de justification s'il ne s'agit pas, pour l'appauvri, d'accomplir une obligation (toutes sortes d'obligations civiles), ou de manifester son intention libérale.
 - Art. 1303-2 al.1^{er} : un « *profit personnel* » pour l'appauvri constitue une justification → exclut l'indemnisation
 - *Quid de la faute de l'appauvri* ? Art. 1302-2 al. 2 : « *l'indemnisation peut être modérée par le juge si l'appauvrissement procède d'une faute de l'appauvri* ».
- **Subsidiarité** de l'action : cette action n'est ouverte à l'appauvri que si aucun autre moyen n'est à sa disposition (issue d'un contrat, d'un délit etc...). Il s'agit donc d'une création prétorienne conçue exclusivement pour ce genre de situations qui ne permettent aucune autre action. (ATTENTION : cette dernière condition doit être relativisée, des jurisprudences récentes autorisant cette action alors que d'autres semblaient ouvertes).

❖ Les effets :

- Si ces conditions sont réunies l'action naissant de l'enrichissement injustifié est ouverte : il s'agit de l'action *de in rem verso*. Si cette action aboutit :
 - **Indemnisation de l'appauvri** → fixation du montant ? Plusieurs règles :
 - Double limite : pas plus élevé que l'enrichissement + pas plus élevé que l'appauvrissement
 - Art. 1303-4 : l'évaluation de l'enrichissement et de l'appauvrissement se font au jour du jugement :
 - L'enrichissement : par rapport au jour de la demande
 - L'appauvrissement : par rapport au jour de la dépense